

Varia

Alexandre DORNA
Université de Caen (France)

La vie intellectuelle politique ou le tombeau des idées

« Y a-t-il toujours une vie intellectuelle en France ? »... Nous avons bien peur qu'elle demeure, mais si transformée qu'elle n'est plus celle que elle était. Certes, la vie intellectuelle a évolué au cours du temps. Et une sorte de mythologie la rend encore vivante, tandis que le pragmatisme actuel l'étouffe lentement. Or, l'image persiste bien que tout se mélange : l'esprit et les bonnes manières, le divertissement et les échanges sur les plateaux de télévision. Ainsi, l'imaginaire et la pétillante légèreté de l'être passent pour une réalité rêvée.

Il reste une certaine fascination pour les anciennes élites littéraires, les salons, les manifestations des arts et des lettres, les sociétés savantes, les cafés légendaires. Un monde où le génie se manifestait en jeux de langage, en mots d'esprit (parfois sanglants et ridicules) d'une noblesse de robe cultivée, raffinée et mondaine, chez les bourgeois arrivistes et pédants. Ce sont là des lieux qui ont donné à la conversation sa brillance et sa légèreté et forgé une pensée de chambre. Le déclin de la monarchie a rendu la conversation savante inutile et languide. La bourgeoisie a finalement répandu des clubs de toute sorte regroupant des membres partageant des intérêts communs, sportifs, politiques, économiques, au point que certains ordres maçonniques d'inspiration anglaise ont eux-mêmes adopté le style et la forme de ces clubs dont la mondanité savante reste bien vivante. Il est certain qu'avant la Révolution française les clubs politiques ont joué un rôle dans la diffusion des aspirations et des doléances de leur époque. Ces clubs étaient des échos de l'agora grecque et du forum romain avec la plèbe en moins. Ils ont servi de modèle aux partis politiques dont les échanges cristallisent les idées du moment et canalisent les débats publics.

1. L'intellectuel : mission impossible

La fonction d'intellectuel trouve une mission héroïque chez Victor Hugo lorsqu'il assigne à l'homme de génie un rôle social : « *Agrandir les esprits, amoindrir les misères.* » Le génie, véritable « phare », grâce à sa pensée supérieure, est celui qui peut apporter la lumière, par sa connaissance et son engagement, et contribuer modestement à l'avènement d'une plus grande justice sociale. Honneur à ceux qui souffrent !

Mais, depuis l'affaire Dreyfus, le terme d'intellectuel est utilisé pour désigner quelqu'un qui s'engage dans la sphère publique pour défendre des valeurs. Il fut incarné par Émile Zola, l'écrivain, et Georges Clemenceau, le politique et le journaliste. De cette alliance découlera la notion d'intellectuel engagé qui trouvera chez Sartre un mentor. L'intellectuel serait une personne qui dispose d'une forme d'autorité qui repose sur un savoir et une connaissance génialement littéraires, qui participe et s'engage dans la sphère publique avec ses analyses et ses points de vue aiguisés pour défendre des valeurs, mais qui n'assume guère de responsabilité directe dans les affaires politiques. Un intellectuel est ainsi un homme de culture, en tant que créateur ou médiateur d'idéologie. Raymond Aron, de manière équivoque, disait que l'intellectuel est un savant « créateur d'idées » et un « spectateur engagé ».

Or Albert Camus dira : « *Notre justification, s'il en est une, est de parler, dans la mesure de nos moyens, pour ceux qui ne peuvent le faire.* » Disons avec lui qu'il ne faudrait pas pour autant attendre de l'intellectuel des solutions toutes faites et de belles leçons morales. La vérité est fuyante, on le sait, et toujours à conquérir dans sa nudité particulière. Autant que la liberté est ambiguë et plus facile à obtenir pour certains que pour d'autres. Seule l'égalité se frotte à la fraternité dans les élans de solidarité. C'est pourquoi l'intellectuel doit rester forcément « engagé » pour la cause de la justice, et doit donc être en rupture avec toutes les institutions jugées oppressives, lesquelles actuellement (y compris les partis politiques) forment le cordon de protection du système oligarchique qui (nous) domine.

Gramsci, un modèle d'intellectuel de parti (communiste) introduira le concept de l'« intellectuel organique » pour mieux préciser non seulement le statut, mais le rôle et la mission de l'intellectuel en politique.

Pourtant, d'autres parleront de la trahison des intellectuels, qui vont de désengagement en désenchantement, dans les versions contemporaines des avatars intellectuels : hommes de science, experts et techniciens, voire technocrates.

Ainsi déjà Julien Benda, au début des années 1930, avait reproché aux intellectuels, dans son ouvrage *La Trahison des clercs*, le fait que, depuis la guerre, ils aient cessé de jouer leur rôle de gardiens des grandes valeurs (vérité, justice et raison), en les délaissant au profit d'un réalisme politico-pragmatique et attentiste, avec tout ce que cette attitude comporte de concessions, de compromis, voire de compromissions, de lâchetés et d'hypocrisies. Or l'intellectuel, ayant des fonctions hautement morales, à la différence du simple citoyen, se doit d'être une conscience critique au lieu de se contenter d'un engagement *stricto sensu*.

Ainsi, que reste-t-il de la vie intellectuelle française et de ses polémiques exemplaires ? Certains parleront du silence ahurissant des intellectuels d'aujourd'hui. Cette question, au demeurant trop ambiguë et glauque, peut bien se transformer en une autre plus concrète et incisive : reste-il des intellectuels au sens classique et politique du terme, aujourd'hui ?

À première vue, la réponse ne peut que se solder par l'affirmative. Or, si les intellectuels sont là pour rompre avec des cadres structurels et idéologiques injustes, qu'ils soient consensuels ou conflictuels, afin d'apporter quelques éléments de réponse au débat politique collectif, la réponse est évidemment négative.

2. L'intellectuel se réduit et le politique l'incorpore au système

Pour aller à l'essentiel : le monde est en mutation, donc comprendre les enjeux devient un enjeu en soi. Cet enjeu est celui de l'intelligence. Or l'intellectuel d'aujourd'hui est réduit à la portion congrue. Les intellectuels sont déconsidérés par les ministères chargés de l'éducation nationale, de la recherche et de la culture, depuis des lustres. Leur statut, source à la fois de reconnaissance et assise de leur autorité, s'est progressivement amoindri. Si bien que certains parlent de déclin culturel. D'autres ne pensent pas d'une manière aussi radicale. Pourtant, le ressenti est réel et généralisé. Les échanges d'idées et la conversation quotidienne semblent le montrer. Sans utiliser volontiers l'argument *ad hominem*, il suffit d'entendre le Premier ministre, M. Valls, faire usage d'une rhétorique dramatique et cynique pour justifier ses inquiétudes devant la montée du FN, interpellé et apostropher les intellectuels : « *Où sont les intellectuels, où sont les grandes consciences de ce pays, les hommes, les femmes de culture, qui doivent monter, eux aussi, au créneau ?* » Et, d'une manière paradoxale, il se demande plus pathétiquement : « *Où est la gauche ?* » (*sic*).

Curieuses interrogations de M. Valls, à propos de l'absence de ceux qui, depuis fort longtemps, sont les oubliés des politiques et de la politique. Étrange appel à la rescousse *in extremis*, lorsque son parti et son pouvoir politique sont acculés par les électeurs. Faut-il rappeler que la classe politique montre un mépris souverain pour tous ceux qui sont d'une culture générale supérieure. Triste constat que dit long sur le divorce entre les idées et la politique. Depuis des lustres, les dirigeants politiques ne s'intéressent plus aux idées pour faire du politique un artisanat de gouvernement, mais pour manipuler sans règles claires ni principes, quand il s'agit de technocrates ou de conseillers qui proposent des techniques pour faire de la communication et de la propagande. Car leur déconnection de la réalité est directement proportionnelle à la rigidité de leurs comportements et de leurs vues idéologiques. Il faudrait ajouter les déclarations de Vallajud Benkacen, ministre de l'Éducation, qui dans la même ligne se permet de traiter de manière péjorative de pseudo-intellectuels : R. Debray, A. Finkiekraut et autres.

Les politiciens, disait M. Crozier, se croient responsables de tout, il leur faut tout savoir et avoir réponse à tout. Voilà leur profonde mépris des intellectuels. Le silence de ceux-ci est donc une manière de se mettre à l'abri de l'irrationalité du pouvoir et du dédain, surtout quand il est froid et autoritaire, voire technocratique.

3. Les intellectuels et le pouvoir

À ce propos, il faut rappeler que les intellectuels n'ont jamais déclaré, comme M. Valls, leur amour aux entreprises. Un cri du cœur contrarié. Car le patronat n'aime ni les socialistes ni les intellectuels.

C'est l'état d'esprit d'une époque. L'illusion de l'économie et la déperdition de la politique enterrent le débat de fond. Les intellectuels ont raison de s'énerver. La boucle de l'inculture est bouclée. En revanche, les experts en chiffres et en statistiques sont gagnants. La modernité actuelle est le miroir des politiques où les mots se gonflent et perdent tout leur sens.

L'école laïque, dans sa version sociale libérale, est devenue l'antichambre des *business schools*, justifiant tous les abandons et la paralysie de la réflexion de la gauche. L'obligation de s'adapter s'impose : or si s'adapter, en 1940, c'était collaborer, aujourd'hui s'adapter est une autre forme, plus sibylline, de collaboration avec la « *transformation des Lumières en un marché commercial mondialisé* ». Faut-il rappeler que la finance, si détestée en 2012 par M. Hollande, n'a

pas de patrie et n'a pas de décence, car son unique objectif est le gain, comme disait en subtil connaisseur Napoléon I^{er}.

Alors où sont les intellectuels ? Si l'ordre politique veut le savoir, c'est une chose simple : parce qu'ils sont devenus des chats échaudés bien craintifs et coincés, ils sont confinés (sans *habeas corpus*) dans leurs vétustes universités, paupérisées, sans moyens, et voués à la course aux projets pour récolter de l'argent afin de financer leurs recherches avec des salaires qu'un assistant parlementaire refuserait de percevoir.

L'enjeu dramatique de l'Université française mérite un autre dossier : sa transformation en simple courroie de transmission des entreprises et le divorce entre les sciences naturelles (dominantes) et les sciences humaines (en désintégration).

Par ailleurs, les intellectuels, vrais dépositaires d'une culture scientifique et humaniste ne passent pas à la télé ni sollicités à participer dans les commissions « scientifiques » européennes. Les autres, les plus mondains, pullulent dans les journaux grands publics pour cultiver leurs egos affamés de reconnaissance. Il suffit de comparer la quantité et la qualité des articles de la presse d'hier avec les articles de la presse d'aujourd'hui pour constater une perte de substance. Les intellectuels étaient en première ligne dans les grandes pages des journaux et des magazines. Sans parler des émissions culturelles de la télévision, malgré la déformation de la pensée qu'elle introduit avec le diktat du temps d'antenne et de l'audimat. Et du nombre de signes de la presse écrite. Certes il y a les réseaux d'internet ou les blogs mais, ils n'ont jamais consolidé une bonne culture ni un solide esprit critique.

Tout est fait pour réduire la transmission de la connaissance et rendre une caricature de culture, avec la complicité des pouvoirs. Pire encore : de crétiniser et de diffuser la pensée devenue entre-temps unique et dominante, superficielle et redondante.

En politique, le déficit culturel et conceptuel est à son comble. Il suffit d'entendre les interventions des parlementaires au cours des séances diffusées sur internet et de les comparer à celles de leurs prédécesseurs de la Troisième République qui n'avaient pas peur de la culture ni de l'échange d'idées. Les discours de Victor Hugo, Gambetta et Clemenceau ne sont plus. La médiocrité a remplacé l'éloquence cultivée.

Rappelons que les contributions universitaires dans le cadre de la presse enrichissaient l'information et élargissaient les horizons, en ajoutant du contenu et du sens aux analyses ordinaires. Il n'y avait jadis pas rivalité de sources mais complémentarité. Or les medias d'aujourd'hui traitent les questions de fond sans l'appui des sciences

humaines et naturelles en portant l'information au niveau de la connaissance ordinaire.

4. La médiocrité des certains intellectuels par médias interposés

Les intellectuels de haut niveau sont remplacés par des journalistes soi-disant spécialisés, et un certain nombre de personnalités dits médiatiques qui monopolisent le paysage médiatique avec la connivence entretenue des journalistes, des experts médiatiques et « des spin doctors » à la mode.

Il suffit d'une carte de presse pour se hisser sur les plateaux des commentateurs politiques. Certains agitent leurs titres de l'enseignement supérieur pour vendre leur « blablatage » dans des émissions politico-culturelle de la TV, où se mêlent, des représentants de la société civile (en vue), des artistes, et des vedettes médiatiques de tout bord. Salons mondains de l'ère numérique

Enfin, et c'est une évidence. L'ère des énarques et des conseillers de cabinets rend la politique sans débat ni polémique de fond. La haute intelligentsia a été remplacée par une basse intelligence des techniciens et des intellocrates. Ainsi, il ne reste que les petites phrases assassines ou de mauvaises blagues de bistrot. Et un public de lecteurs et de téléspectateurs qui, de moins en moins intéressé, se réfugie dans d'autres médias, faute d'une vraie vie intellectuelle.

Dans cette atmosphère d'inculture et d'inconsistance idéologique, certains ministres déclarent sans complexe qu'ils ne lisent que des rapports et des notes parce qu'ils n'ont pas le temps de lire de livres ; d'autres se félicitent de légaliser l'utilisation de l'anglais dans les cours universitaires, sous prétexte que les étudiants étrangers seraient ainsi plus attirés par nos universités, sans oublier ceux qui confond *Zadig et Voltaire* ou qui se demande à quoi peut bien servir la lecture de *La Princesse de Clèves*.

Et les partis politiques dans tout cela ?

Les partis politiques se sont transformés en agences de communication et de marketing. Les séances de formation sont un pot-pourri de techniques et de recettes commerciales qui font appel à l'idéologie politique. Il ne s'agit que de proposer des prêts-à-porter programmatiques. Peu de place pour les échanges d'idées donc. L'utilité

remplace la qualité. Aucun de ces débats internes où, jadis, la vie intellectuelle trouvait un écho. Les militants sont « formatés » selon la propagande ambiante et à partir des fiches des conseillers en communication. Nous sommes ici très loin des anciennes « écoles » de cadres des partis politiques.

Les responsables politiques ne s'occupent pas de nourrir intellectuellement ni leurs militants, ni leurs électeurs, ni de se cultiver eux-mêmes. À quoi bon ? Au point que les colloques où ils font appel à des vedettes en vogue ou à des professionnels de l'information ne sont que des vitrines. Ce mépris de la culture et de la pensée nous a rabaisés au niveau zéro de celles-ci. Et les rares personnes qui souhaitent les réhabiliter sont marginalisées. Peur des idées, saturation technique ? Probablement les deux.

Une telle médiocrité gagne même les associations et les sociétés dites savantes, et les obédiences maçonniques.

Rien d'étonnant que les intellectuels soient déçus, découragés, bafoués, réduits à l'impuissance et au silence programmés par les bureaucrates de toujours et les technocrates de service. La vie intellectuelle de la République est morte comme la République des professeurs et des lettres. Les oligarques et leurs sbires politiques l'ont tuée et le pouvoir politique a fait le lit de la misère intellectuelle du politique et de la politique.

Le déclin de la vie intellectuelle française se révèle dans le miroir de la vie politique : on y perçoit l'absurde et le trivial, sans que rien ne paraisse en mesure d'interrompre sa chute finale commune. Les primaires « de la droite » avec leur prolifération interminable de candidats sortis de nulle part et qui donnent le sentiment de se croire le plus sérieusement du monde désignés par la providence, sont probantes. L'emballement médiatique de ces derniers temps est venu d'une volonté hypocrite de dépasser le clivage droite/gauche. M. Gattaz, patron des patrons en France (le Medef) trouve l'idée « rafraîchissante » et d'autres la trouvent « intéressante ». Mais, du côté des gouvernants socialistes, c'est un autre son de cloche. Valls juge l'intention « absurde ». M. Ayrault estime que la séparation droite/gauche est « indépassable ». Pourtant un sondage révèle que 73% des personnes interrogées jugent que le clivage droite/gauche « ne veut plus rien dire »...

Or ce vieux clivage remonte à la Révolution et la demande de dépassement montre à chaque fois son caractère relatif. La vérité des effets désastreux du statu quo saute aux yeux, d'où le vent de panique qui fait qualifier toute initiative nouvelle d'avatar de populisme.

En attendant, la classe politique française et la caste des technocrates se contorsionnent pour savoir si le clivage droite/gauche a encore un sens, et la France intello-politicienne continue de s'enfoncer dans le marasme. Le nombre de chômeurs a battu tous les records ces derniers mois. Le déficit du commerce extérieur explose. Le déficit de la République ne cesse d'empirer. Le malaise se répand dans toute la société française. Le communautarisme et la violence progressent dans les banlieues. Le terrorisme menace de frapper de nouveau le pays. La politique étrangère de la France s'enfoncé dans une guerre qui fait rage au Proche-Orient. Les scandales financiers («Panama papers») ébranlent le monde occidental. La logorrhée et le silence des intellectuels ne traduisent rien d'autre qu'une fuite de la classe dirigeante devant la tragédie du monde réel, Un Titanic sociétal qui fait jouer l'orchestre tandis que le navire coule.

La France a atteint enfin le degré zéro de la politique. On ne peut même plus parler de « politique-spectacle », faute d'un minimum de coordination des acteurs et de la mise en scène. Le « gouvernement de la cité » est désintégré. La notion de bien commun est atomisée. La vie politique et intellectuel est éparpillée, sans but, sans conviction, sans projet, par la concurrence des uns avec les autres, à force de vanité et de carriérisme, avec des obsédés par la course à la présidentielle de l'année prochaine. Dès lors, ne reste plus que l'obsession de faire parler de soi avec des petites phrases transgressives. Provocation, polémique stérile, initiative rocambolesque ! Gouverner se présente comme un jeu de communication, de chimères et de manipulations, destinées à occuper les esprits jusqu'à la prochaine élection. Il est devenu facile de dénigrer, en traitant les autres de « populistes ». Voilà un malaise profond qui ne cache ni le bon sens, ni la lucidité malheureuse de la majorité silencieuse qui ne croit plus aux incantations citoyennes ni aux élections qui approchent.

5. En guise de conclusion

En somme, si la vie intellectuelle est morte, la France politique du futur se prépare dans la nuit (debout) avec mélancolie. L'intelligentzia s'appuie sur le rejet nihiliste. Elle fait un retour pensif sur le point de non-retour moderne, La politique vise ce qu'il aurait fallu inventer jadis pour changer autrement un mode de vie. La vie intellectuelle sent que les torts historiques furent partagés, qu'elle n'a pas, une responsabilité exclusive, et que même les modernes et les postmodernes ont sans doute leurs propres excuses.